

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/FRA/3
30 avril 2001

(01-2178)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: français

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés: Ministère de l'agriculture et de la pêche – Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
2.	Organisme responsable: Direction générale de l'alimentation – Direction générale des douanes et droits indirects
3.	Produits visés (prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC, les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant). Chiens, chats et furets (<i>Mustela putorius furo</i>) Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: Commerce intra-communautaire ou en provenance de pays tiers
4.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Projet d'arrêté relatif aux conditions d'importation en France de carnivores domestiques en provenance de pays tiers (7 pages)
5.	<p>Teneur: Les courants commerciaux concernant les animaux de compagnie, et plus particulièrement les chiens et les chats sont de plus en plus importants, que ce soit au plan intra-communautaire ou en provenance des pays tiers vers l'Union européenne. En parallèle, la France, grâce à sa politique de lutte contre la rage depuis de nombreuses années et grâce aux campagnes de vaccination du renard contre la rage, est en passe de confirmer une éradication totale de cette maladie sur son territoire, et de prétendre, elle l'espère prochainement, à un statut indemne de rage. Les mesures anciennement prévues par l'avis aux importateurs de 1990 doivent dans ce contexte être réactualisées, dans le sens d'exigences supplémentaires pour les animaux provenant de pays non indemnes de rage.</p> <ul style="list-style-type: none">• L'arrêté proposé énonce les conditions de police sanitaire pour l'importation à caractère commercial en France, de carnivores domestiques des pays tiers qu'ils soient ou non destinés à la vente, qu'ils soient ou non originaires initialement de France.• Ces conditions se fondent sur l'obligation d'identification des animaux, sur des obligations de vaccination contre les maladies communes des chiens et des chats, et sur des prescriptions précises en matière de prévention contre la rage. Les conditions sont adaptées, pour ce dernier point, au statut du pays tiers d'origine des animaux: pour un pays tiers non indemne de rage la vérification de l'état immunologique de l'animal doit être faite par un test sérologique à effectuer plus de trois mois et moins de douze mois avant le départ. Dans le cas d'un pays tiers d'origine indemne de rage, cette exigence est remplacée par une attestation du séjour de l'animal depuis plus de six mois dans ce pays (ou depuis sa naissance).• En outre, les chiens et chats importés destinés à l'expérimentation animale ou à des établissements d'élevage ou de vente doivent répondre à des conditions supplémentaires tenant à l'élevage d'origine et à l'établissement de destination en France.

6.	Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input checked="" type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
7.	Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale <input type="checkbox"/> . S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
8.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Code rural, notamment articles L. 223-14, L. 236-1 et L. 236-2, Décret n° 91-823 du 28 août 1991, Décret n°96-656 du 27 juin 1996, relatif à la lutte contre la rage (Disponibles en français)
9.	Date projetée pour l'adoption: Avril 2001
10.	Date projetée pour l'entrée en vigueur: Août 2001
11.	Date limite pour la présentation des observations: Juin 2001 Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point national d'information ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:
12.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point national d'information ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: DIGITIP – SQUALPI 64 –70 allée de Bercy 5574 Paris Cedex 12 ou le Point national d'information: Mission de Coordination sanitaire Internationale. Direction Générale de l'Alimentation Ministère de l'Agriculture et de la Pêche 251, rue de Vaugirard 75732 paris Cedex 15 Tél: +(33) 1 49 55 81 20 ou 49 55 84 86 Fax: +(33) 1 49 55 44 62 Adresse électronique: catherine.rogay@agriculture.gouv.fr ou mcsi.dgal@agriculture.gouv.fr